

Appel à propositions

LASA2026: Republic & Revolution

26 – 30 mai 2026 • Paris, France (exclusivement en présentiel)

La tenue de la LASA à Paris nous invite à une réflexion approfondie sur les enjeux géostratégiques de l'Amérique latine et des Caraïbes dans leur ensemble ainsi que sur l'influence des puissances mondiales qui ont contribué à façonner l'environnement géopolitique contemporain. Nous avons choisi de situer la région non seulement dans le contexte de la colonisation européenne, tout en saisissant les transformations induites par les révolutions atlantiques et les luttes anticoloniales qui ont conduit à la formation de nouvelles républiques. Comme l'écrit le philosophe brésilien Roberto Mangabeira Unger dans *The World and Us*, les révolutions des siècles précédents ne sont pas encore arrivées à leur terme, mais il est impératif «insuffler une nouvelle vie et un nouveau sens à ce tournant révolutionnaire».

Au centre des bouleversements engendrés par les révolutions atlantiques se trouve la notion romantique selon laquelle les individus, indépendamment de caractéristiques telles que la race, les croyances, le genre ou la nationalité, possèdent des droits subjectifs inaliénables. Parmi les projets poursuivis par les révolutionnaires, la république libérale et représentative, qui réunissait les citoyens en tant que membres égaux d'une communauté pour former des gouvernements représentatifs, s'accordant (souvent par l'élaboration d'une constitution) sur des lois justes, a été adoptée comme le meilleur arrangement pour garantir autant de liberté que possible, dans la mesure où cela était compatible avec leur sécurité et leur prospérité mutuelles. En outre, la possibilité d'une telle forme de gouvernement idéal était conditionnée par la perfectibilité de l'individu rationnel.

Cependant, les valeurs d'émancipation, d'égalité et de fraternité promues par la république libérale et représentative ont souvent cohabité avec des pratiques telles que l'empire, l'esclavage, la dépossession, les dettes odieuses et la répression. Si la Révolution française a permis aux colonies de prendre connaissance de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elle leur a également fait découvrir la violence de la guillotine, comme l'a observé Alejo Carpentier dans son roman *El siglo de las luces* («Le siècle des Lumières»). Il convient de noter que la France a imposé des réparations écrasantes à la République d'Haïti jusqu'en 1947. L'esprit révolutionnaire de Cadix a contribué à l'accélération de l'indépendance de l'Amérique latine, qui aspirait à la liberté et à la prospérité. Toutefois, les républiques libérales ont également renforcé le processus de dépossession des peuples autochtones au nom de la propriété privée et du libre-échange, une dynamique qui se perpétue jusqu'à aujourd'hui, comme l'illustre le néolibéralisme contemporain.

Par ailleurs, à ces contradictions s'ajoute aujourd'hui la montée des forces contre-révolutionnaires de l'ethno-nationalisme, de la xénophobie, du fondamentalisme religieux, du familisme patriarcal, de la suprématie blanche et du capitalisme racial. Les opposants à la république libérale

Président de LASA

Maxwell A. Cameron
University of British Columbia

Coordination du programme

Juan Pablo Luna
McGill University

Adela Pineda-Franco
The University of Texas at Austin

Natalia Sobrevilla Perea
Pontificia Universidad Católica del Perú

La date limite de soumission des propositions est le 9 septembre 2025 à 17h00, heure de l'est

et représentative, en collaboration avec les forces néolibérales, ont préconisé l'instauration de régimes technocratiques et oligarchiques, qui minent les fondements sociaux de la représentation et de la participation citoyenne. Cette dynamique s'inscrit également dans un contexte de demandes croissantes de la part de la population pour des réponses efficaces face à la violence des gangs et au crime organisé. En réponse à cette préoccupation, les responsables politiques ont adopté des mesures punitives qui compromettent les droits et libertés fondamentaux sans pour autant remédier aux causes profondes de la précarité et de l'exclusion sociale. Lorsqu'un tel phénomène se produit, il est observé que les républiques deviennent systématiquement corrompues, profitant de manière disproportionnée à une minorité puissante au détriment de la majorité. L'appareil d'État lui-même devient alors le garant de la corruption.

La question de la possibilité de construire ce que le politologue argentin Guillermo O'Donnell a appelé des «démocraties citoyennes», fondées sur le respect mutuel de la liberté, des droits humains, de la justice sociale et de la possibilité d'une vie humaine en harmonie avec la nature, se pose avec acuité. Dans le cadre de la pensée libérale, l'accent est mis sur l'autonomie individuelle et l'anti-paternalisme. La question se pose alors de savoir si cet engagement peut être maintenu, voire renforcé, par le biais d'innovations participatives, tout en reconnaissant la nécessité de formes plus actives de citoyenneté. Dans quelle mesure une sphère publique affranchie des influences corrompues peut se réinventer et réaffirmer son engagement en faveur du bien commun, sans pour autant qu'il soit nécessaire d'exiger une allégeance inconditionnelle à des communautés paroissiales? La capacité à former les acteurs humains (de même que les acteurs non humains et mécaniques) à des concepts tels que la démocratie, la citoyenneté et la liberté, sans pour autant leur imposer une vision qui écarte toute perspective alternative, soulève des interrogations fondamentales. La décolonisation, dans ce contexte, peut-elle favoriser une conciliation complexe entre les conceptions occidentales du bien commun et les pratiques autochtones du *buen vivir*?

Nous invitons les membres de LASA à se pencher sur la question de la possibilité d'élaborer des idéaux révolutionnaires et républicains, ainsi que sur les moyens susceptibles d'orienter des visions égalitaires partagées vers un changement véritablement transformateur. Ces idéaux et visions devraient être ancrés dans des vérités fondées sur la diversité des modes de vie tout en favorisant l'autonomie et l'égalité des individus au sein de la communauté politique, sous le règne de lois justes et équitables.

- Sommes-nous capables d'établir les fondements de la solidarité en dehors de la notion d'État-nation, à travers de nouvelles formes d'organisation communautaire, d'affiliation religieuse, d'identités diverses, de principes écologiques ou de valeurs post-humaines.
- En nous affranchissant de l'individualisme abstrait qui efface les histoires et les communautés d'individus, il est possible de trouver un universalisme plus vrai dans la différence et le pluralisme. Dans quelle mesure les pratiques incarnées suggèrent-elles de nouvelles utopies, et comment les corps sont-ils utilisés pour construire des idiomes révolutionnaires contemporains?
- Comment réinventer ou repenser l'idée de république et de souveraineté populaire dans un monde globalisé où les technologies de communication sociale sont en constante évolution et où la sphère publique se fragmente?
- Quel est l'impact de la technologie (lettres et imprimés, chiffres et données, images et sons, celluloid et électronique, et autres moyens de communication et de représentation) sur les dispositifs républicains révolutionnaires émergents dans la littérature et la culture? Comment pouvons-nous l'intégrer dans nos stratégies de recherche, nos programmes d'apprentissage et notre engagement public?

Dans le cadre de cette réflexion sur la révolution et les républiques alternatives, nous ambitionnons d'approfondir le débat sur l'avenir des révolutions républicaines, de réimaginer le rôle de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le monde, et de nous exprimer et communiquer pour le monde depuis cette région. Notre objectif est de créer des synergies entre les différentes disciplines, de favoriser l'interaction entre les universitaires et les praticiens, et d'enrichir la pertinence, le dynamisme, l'inclusivité et le pluralisme de notre association.

**La date limite
de soumission des
propositions est le
9 septembre 2025 à
17h00, heure
de l'est**

Directives pour la Création de Sessions

L'un des principaux objectifs du Congrès de la LASA est de faciliter les échanges intellectuels au plus haut niveau dans le domaine des sciences sociales et humaines sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Une condition importante pour atteindre cet objectif est de s'assurer que toutes les sessions du congrès intègrent des degrés importants de diversité selon plusieurs critères. Ces critères comprennent les affiliations institutionnelles des panélistes, leur région d'origine, leur stade de carrière et la diversité de genre. Il n'est pas possible de répondre à tous ces critères dans la totalité des sessions mais, dans la mesure du possible, ils doivent être respectés lors de leur organisation.

Une session composée de présentateurs de la même institution risque d'être mal classée ou rejetée. Elle doit être composée de représentants d'au moins deux institutions, ou plus si possible. Même lorsqu'une session se concentre sur un seul pays, il peut être possible de trouver une diversité parmi les participants avec des personnes basées dans différents pays. Une telle diversité peut donner lieu à des perspectives différentes sur un même pays. La présence dans une même session de chercheurs à différents stades de leur carrière –des étudiants diplômés aux chercheurs junior et senior– peut promouvoir des réseaux intellectuels productifs et des possibilités de mentorat.

Nous vous invitons à proposer un article ou un panel qui aborde le thème de la conférence ou tout autre sujet lié aux domaines thématiques du programme. La LASA accepte également les candidatures de bourses de voyage des personnes qui soumettent des articles ou des panels et qui remplissent les critères d'éligibilité. Veuillez consulter le site web de la LASA pour connaître les critères d'éligibilité. Toutes les propositions d'articles, de panels et de bourses de voyage doivent être soumises au Secrétariat de la LASA via le système de proposition en ligne au plus tard le 9 septembre 2024 à 17h00 (heure de l'Est).

La date limite de soumission des propositions est le 9 septembre 2025, à 17h00 (heure de l'Est).

Les formulaires de proposition et les instructions seront disponibles sur le site web de la LASA : <https://lasaweb.org>.

Les soumissions par courrier postal ne seront pas acceptées. Un courriel de confirmation sera envoyé immédiatement après la soumission de la proposition. Si vous ne le recevez pas, veuillez contacter le Secrétariat de la LASA avant la date limite pour confirmer la soumission à : lasa@lasaweb.org.

Important

Avant de soumettre une proposition, veuillez consulter toutes les informations relatives à la soumission des propositions sur le lien suivant : <https://lasaweb.org/fr/lasa2026/proposals/>

Pour en savoir plus sur le processus de sélection des propositions, veuillez consulter le lien suivant : <https://lasaweb.org/fr/lasa2026/selection-process/>

**La date limite
de soumission des
propositions est le
9 septembre 2025 à
17h00, heure
de l'est**

Agenda du programme

Choisissez le sujet le plus approprié pour votre proposition dans la liste ci-dessous et inscrivez-la dans l'espace prévu à cet effet dans le système de soumission de propositions. Vous ne pouvez soumettre qu'un seul article. Envoyez votre correspondance uniquement au secrétariat de la LASA.

Domaines thématiques permanents

Agrarian and Food Studies

Maria del Pilar Zazueta, The University of Texas at Austin

María Marcela Crovetto, Universidad de Buenos Aires/CONICET

Archives, Libraries and Digital Scholarship

Nicolás Suárez, CONICET/Universidad de Buenos Aires

Melissa Jerome, University of Florida

Victoria Zurita, Stanford University

Art, Music and Performance Studies

Enzo Vasquez Toral, The University of Texas at Austin

Laura G. Gutiérrez, The University of Texas at Austin

Cristián Opazo, Pontificia Universidad Católica de Chile

Biopolitics and Biopower

Graham Denyer Willis, University of Cambridge

Karin Alejandra Rosemblatt, University of Maryland-College Park

Ana Carolina Vimieiro Gomes, Universidade Federal de Minas Gerais

Childhood and Youth Studies

Patricia Ames, Pontificia Universidad Católica del Perú

Valeria Llobet, Laboratorio de Investigación en Ciencias Humanas, CONICET/UNSAM

Civil Societies and Social Movements

Françoise Montambeault, Université de Montréal

Sofía Donoso, Universidad de Chile

Adrian Gurza Lavalle, Universidade de São Paulo

Culture, Power and Political Subjectivities

Jon Beasley-Murray, University of British Columbia

Ryan Long, University of Maryland, College Park

Susan Antebi, University of Toronto

Ericka Cervantes, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo

Democratization and Political Process

Eduardo Dargent, Pontificia Universidad Católica del Perú

Benjamin Goldfrank, Seton Hall University

Rodrigo Barrenechea, Universidad del Pacífico

Economics and Political Economy

Francisco Urdinez, Pontificia Universidad Católica de Chile

Moises Arce, Tulane University

Laura Macdonald, Carleton university

Education

Mariana Eguren, Instituto de Estudios Peruanos (IEP)

Sebastián Fuentes, FLACSO/CONICET-UNTREF

Environment, Nature and Climate Change

Astrid Ulloa, Universidad Nacional de Colombia

Heidi Jane Smith, Universidad Iberoamericana/George Mason University

Maritza Paredes, Pontificia Universidad Católica del Perú

Feminism and Gender Studies

Lidia Possas, Universidade Estadual Paulista

Erika Busse, Macalester College

Beatriz Padilla, University of South Florida

Film Studies

María Helena Rueda, Smith College

Juan Poblete, University of California-Santa Cruz

Cynthia Vich, Fordham University

Health and Well-being

Courtenay Sprague, University of Massachusetts-Boston

Steven Palmer, University of Windsor

Teresa Huhle, University of Cologne

History and Archaeology

Laura Cucchi, Freie Universität Berlin

Nancy P. Appelbaum, Binghamton University/State University of New York

Human Rights and Memory

Santiago Garaño, Universidad de Buenos Aires/CONICET/Universidad Nacional de Lanús

Eugenia Allier, Universidad Nacional Autónoma de México

Francesca Lessa, University College London

Indigenous Languages and Literature

Kelly S. McDonough, The University of Texas at Austin

Gloria E. Chacón, University of California-San Diego

Indigenous Peoples and Afro-descendants: Epistemologies and Knowledge

Héctor Nahuelpan, Universidad de los Lagos

Joanna Boampong, University of Ghana

John Thomas III, College of Charleston

International Relations/ Global Studies

Cynthia Sanborn, Universidad del Pacífico

Carol Wise, University of Southern California

Labor Studies

Callan Hummel, University of British Columbia

Santiago Anria, Cornell University

Language and Linguistics

Sandra Milena Osorio Monsalve, Universidad Tecnológica de Pereira

Maria del Mar Bassa Vanrell, Universidade de Lisboa

**La date limite
de soumission des
propositions est le
9 septembre 2025 à
17h00, heure
de l'est**

Appel à propositions

Latinx Studies

Maria I. Puerta Riera, Valencia College
Pablo Biderbost, University of Salamanca
Eduardo Munoz Suarez, University of Kansas

Law and Justice

Pablo Policzer, University of Calgary
Hugo Rojas, Universidad Alberto Hurtado/
Instituto Milenio para la Investigación
en Violencia y Democracia
Lisa Hilbink, University of Minnesota-
Twin Cities

Literature and Culture

Yanna Celina Hadatty Mora, Universidad
Nacional Autónoma de México
Roberto Cruz Arzabal, Universidad
Veracruzana
Monica Simal, Providence College
Mayra Bottaro, Universidad Nacional
de Tres de Febrero

Literature Studies: Colonial/19th Century

Vanesa Miseres, University of Notre Dame
Marcel Velázquez, Universidad Nacional
Mayor de San Marcos

Literature Studies: 20th/ 21st Centuries

Nicolas Campisi, Georgetown University
Regina Pieck, Stanford University

Mass Media and Popular Culture

Celia del Palacio, Universidad de
Guadalajara
Giuliana Cassano, Pontificia Universidad
Católica del Perú
Rossana Reguillo, Instituto Tecnológico y
de Estudios Superiores de Occidente
James A. Dettleff, Pontificia Universidad
Católica del Perú

Migration and Refugees

Carolina Stefoni, Universidad de Tarapacá
Luciana Gandini, Instituto de Investigaciones
Jurídicas y SUDIMER, Universidad Nacional
Autónoma de México

Otros saberes and Alternative Methods

Diana Marcela Gómez Correal,
Independent Scholar
Sabrina Melenotte, IRD/CIESAS
Alberto Diaz-Cayeros, Stanford University

Political Institutions

Benedicte Bull, University of Oslo
Carolina Curvale, FLACSO-Ecuador
Agnes Cornell, University of Gothenburg

Public and Social Policies

Merike Blofield, Universität Hamburg
Jennifer E. Pribble, University of Richmond
Raul Pacheco-Vega, FLACSO-México

Race and Ethnicities

Maria Beldi Alcântara, Universidade
de São Paulo
Mariela Noles Cotito, Universidad
del Pacífico
Jorge Sánchez Cruz, University of
California-San Diego

Religion, Politics and Society

Valentina Pereira Arena, Universidad
Católica del Uruguay
David Lehmann, University of Cambridge
J. Michelle Molina, Northwestern University

Security and Violence

Verónica Zubillaga, Universidad Simón Bolívar
Angélica Durán-Martínez, University of
Massachusetts-Lowell
Inés Fynn, Universidad Católica del Uruguay

Sexualities and LGBTI Studies

Alexandra Gonzenbach Perkins,
Texas State University
Jordi Díez, University of Guelph
Carolina Castellanos Gonella,
Dickinson College

Urban Studies

María José Álvarez Rivadulla,
Universidad de los Andes
Maria Luisa Mendez Layera, Pontificia
Universidad Católica de Chile

Nouveaux pour LASA2026

Constitutional Aspirations and Frustrations

Roberto Gargarella, CONICET
Catalina Pérez Correa, Centro
de Investigación y Docencia
Económicas (CIDE)
Verónica Undurraga, Universidad
Adolfo Ibáñez

Democracias Violentas

Juan Albarracín, University of
Illinois-Chicago
Agustín Goenaga, Lund University
Alejandra Luneke, Instituto Milenio
Investigación en Violencia y
Democracia, VioDemos

Republics Under Oligarchy and Popular Pressures

Alberto Vergara, Universidad
del Pacífico
Federico M. Rossi, Universidad
Nacional de Educación a
Distancia-Spain
Jan Boesten, Freie
Universität Berlin

Revolutionary Legacies: Culture and Social Protest in the Digital Age

Dylon L. Robbins, New York
University
Pavel Andrade, Texas Tech
University
Ana Sabau, University of Michigan

La date limite
de soumission des
propositions est le
9 septembre 2025 à
17h00, heure
de l'est